L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

Jours de publication—Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 19 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

"Je prédirai que nous ne tarderons pas à voir, mais la population entière des Etats-Unis, comprenant bien la question politique, et le désir de ceux qui veulent maintenir la pureté de notre système magistrature était satisfaite; je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours Inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1er. DISTRICT.....J. B. PLAUCHÉ.
2me. DISTRICT.....T. W. SCOTT.
3me. DISTRICT.....T. LANGE.
4me. DISTRICT.....A. MACÉO.
5me. DISTRICT.....P. E. THEARD.

☞Dans notre dernier numéro, nous avons donné cours à quelques plaisanteries contre MM. V. & T. Nous avouons franchement que notre intention n'était pas de chercher à décréditer les talens que peuvent posséder ces deux architectes: personne n'est plus disposé que nous à rendre justice à leur mérite individuel, surtout à celui de M. T. qui nous est plus connu, cultivement convenons-nous d'avance à qui tout le public se plaît à reconnaître de grandes connaissances en architecture. Notre intention simplement faire voir le ridicule qui auraient rejaillit dans la polémique dont le Courrier de la Louisiane s'a été l'organe? Ces discussions nous ont semblé indignes des deux artistes. Mais si le trait que nous dirigions sur ce seul objet avait manqué son but, et si au lieu de frapper un ridicule nous eussions touché le moindrement à la réputation de ces deux messieurs, nous en serions vivement peiné et nous ne balancerions pas à retracter un acte que nous n'avons jamais eu le désir de commettre.

CHOLERA A CHARLESTON.

Le dernier rapport de la commission sanitaire fait monter le nombre de cas de cholériques, du 7 au 8 courant, à 23. Sur ce nombre il y eu trois décès, le reste en traitement. Sur les cas de la veille il y avait eu deux nouveaux décès.

Total depuis le commencement de la maladie : 135 cas, savoir ; 94 blancs et 111 noirs et hommes de couleur : sur ce nombre il y a eu 45 décès—proportion : 1 à 3 pour les décès et les cas de maladie, et 1 à 41 entre les blancs et la population de couleur.

D'après ce tablau, que nous donnons régulièrement, nos lecteurs pourront facilement se faire une idée des ravages de l'épidemie pendant son existence à Charleston.

Anniversaire de l'indépendance du Mexique, célébrée à la Nouvelle-Orléans.

Le 16 septembre 1810 sera toujours une époque chère à tous les patriotes mexicains : elle leur rappelle le jour où l'on vit Hidalgo, le Washington du Mexique, proclamer à la face des nations la liberté de son pays, et s'armer du glaive redoutable qui devait bientôt la conquérir. A peine l'immortelle déclaration eût elle résonné à l'oreille du peuple que, soudain, des bataillons de guerriers se présentèrent en masse sous les drapeaux de prêtre-martyr. Ils jurèrent tous de mourir ou de faire triompher la cause de leur indépendance. Ils y réussirent, et après dix années de travaux constans et d'efforts nobles et courageux, d'un côté, et d'une défense opiniâtre et sanguinaire, de l'autre, l'Espagne fut obligée de lâcher sa proie. La vice royauté fit place à la république, et le peuple long tems vassal, vint prendre sa place, parmi les nations civilisées et libres du monde.

La lutte fut pénible et glorieuse, et les droits et les privilèges tes plus beaux devinrent le prix du sang versé pour les obtenir. Mais depuis lors, et il nous est pénible de le faire remarquer, les Mexicains ont méconnu tout ce que les pères de la patrie avaient fait pour eux, ce qu'eux mêmes ils avaient fait pour se placer au rang qu'ils occupaient à l'époque de la proclamation de la charte de 1824. Ils avaient chassé les tyrans de l'Europe ; ils renversaient un trône qu'un ambitieux voulait élever et consolider sur les ruines de la république naissante, mais ce n'était que pour se donner de nouveaux maîtres ; et à leur honte, ces maîtres étaient leurs propres frères, des hommes qui avaient bravement combattu pour rendre le peuple souverain et qui, plus tard, oubliant les sermens qu'ils avaient prêtés, voulurent faire tourner à leur profit le prix de la victoire que la nation avait remportée sur le despotisme et l'oppression

La situation actuelle du Mexique est plus déplorable qu'elle ne l'était lorsque le pays se trouvait sous la dépendance de l'Espagne. Le peuple était vassal d'un monarque étranger ; mais les lois qui le gouvernaient n'étaient pas impunément foulées aux pieds par les autorités suprêmes, comme elles le sont aujourd'hui par ceux qui sont à la tête du gouvernement. Les vice-rois ou gouvernemens s'appliquaient à faire fleurir le commerce, à développer sur toute la contrée un système d'améliorations, bien entendu et toujours en harmonie avec les besoins de leurs sujets. Maintenant, plus de lois, plus de commerce, plus d'industrie, plus d'esprit de nationalité plus de souveraineté populaire plus d'esprit d'ordre, plus de gouvernement enfin, si ce n'est celui de l'arbitraire, celui où l'on voit la volonté et le caprice du président et de son conseil méconnaître ou rejeter avec dédain le vœu du pacte social et les garanties que la constitution et les lois fondamentales du pays accordent à la nation. Sous la puissance de l'exécutif on voit ramper avec ignominie le corps appelé à représenter le peuple. Ses statuts, s'il en décrète aucun, ne servent qu'à donner de l'efficacité ou un caractère légal à toutes les mesures que veut adopter le gouvernement : et lorsqu'une révolution vient à se tomenter ; lorsque les hommes vraiment libéraux et pour lesquels le bonheur public et la première, la seule pensée, demandent le rétablissement de l'ordre régulier des choses, on entend les magistrats suprêmes et toute leur cohorte d'administeurs ou d'esclaves hurler à qui veut les écouter : ce sont des rebelles, des ingrats indignes de bons noms de Mexicains, qui ne veulent que la ruine du pays ; des sans-culottes plus altérés du sang de leurs compatriotes que, désireux d'établir un gouvernement sur des bases d'une égalité parfaite. Et le peuple qui se laisse facilement duper par des paroles pompeuses et ronflantes ajoute foi aux proclamations qui lui sont adressées. Il entraîné d'après les insinuations qui lui sont faites, que les libéraux ne sont que de vrais ambitieux des irréligieux des perturbateurs de la tranquillité publique. Il s'émeute: il crie aux armes ; il combat ce qu'il appelle des rebelles, et lorsque le triomphe est pour lui (ce qui a toujours eu lieu, jusqu'à présent,) le mort ou la déportation, voilà la récompense accordée aux libéraliseme, à la civilisation et aux efforts courageux et patriotiques des vrais Mexicains. La mort et la déportation !..... helas ! cela n'est que trop vrai. Les échafauds révoltés d'Oajaca, de Jalisco et d'Etla ; les trophées de Chilpansingo et d'Acapulco; la guerre de Zacatecas; enfin l'histoire récente des guerres ou plus désastreuses années de la république ensanglantée le prouvent que trop ce qu'il en a coûté aux libéraux de ce pays pour chercher à y établir un système de gouvernement plus conforme aux besoins de la nation et au vœu du pacte fédéral de l'année 1824. Ceux qui n'ont pas été égorgés dans ces moments de calamité publique, se sont vus obligés de fuir loin de leur patrie. Errans de climats en climats, ils promènent partout leurs infortunes, leurs regrets et leur honte de porter un titre que leur propre gouvernement a lui même deshonoré. Mais dans quelque lieu que le sort puisse les avoir jetés, ils n'en donnent pas moins Mexicains libres et indépendans ; l'absence ne fait que fortifier leur amour pour leur patrie : ils gémissent sur les désordres politiques dont elle est en ce moment la victime, et font des vœux sincères pour le triomphe des vrais principes républicains. Ils veulent la chûte des tyrans, mais ne désirent pas leur mort. Ils se rappellent enfin qui y eut avoir la gloire du Mexique un 16 septembre 1810, et espèrent que ce seul souvenir suffira pour réveiller dans le cœur de leurs compatriotes ces idées de libéralisme et ces doctrines de pure démocratie qui naguères ont décidé de leur indépendance nationale

C'est dans de semblables circonstances et avec de pareils sentimens qu'ils professent pour leur pays que la plupart des Mexicains domiciliés en notre ville, et qui ne doivent leur exil qu'à leurs opinions politiques, se sont réunis le 16 du courant à l'Hôtel Washington où là, pour célébrer le retour annuel de l'indépendance du Mexique. Le général Jose Antonio Mejia, avantageusement connu à la Nouvelle-Orléans par la part de ses principes républicains et par les nobles efforts qu'il a faits pour secouer le joug de la tyrannie qui pèse sur son pays, présidait l'assemblée. Dans la soirée, des toasts variés furent portés à plusieurs dignes sujets, et successivement à tous les libéraux des pays étrangers. Le dîner au magnifique : une patriotique gaîté régna parmi tous les membres de l'assemblée.

Au dessert, les toasts suivans ont été successivement portés et bus avec enthousiasme.

Au [illegible]. A l'établissement de la liberté civile et [illegible] garanties sociales au Mexique. Puisse au Dieu

que le soleil du 16 Septembre 1836 soit disparaître à jamais le nuage noirâtre épais, qui obscurcissait l'horizon de ce beau pays et qu'il y apporte cette vive lumière du dix-neuvième siècle.

Le Général Mexia répondit à ce commentaire est faisant l'énumération des efforts héroïques et des vertus patriotiques qui, à pareil jour de l'année 1810, avaient distingué et guidé l'immortel Hidalgo, et qui lui firent proclamer l'Indépendance Mexicaine. Une grande générale fut bientôt en oblation de ce glorieux souvenir

M. Varela, (ex-consul mexicain à la Nouvelle Orléans) au triomphe des principes libéraux et à l'étroite union des républiques Américaines, celle de Venezuela surtout pour ses efforts récents en faveur de la civilisation.

M. Viveros de la Cova, consul de Venezuela, répondit à ce toast de la manière suivante : A l'unité, à la liberté et à l'union. A l'unité, pour que le lien sacré soit éternel entre tous les membres qui composent cette assemblée ; à la liberté, pour qu'elle puisse être à jamais la dernière tutélaire des Américains ; à l'union pour qu'elle consolide de plus en plus en nous les principes analogues aux lumières du siècle.

Le Colonel Perra : Au règne de la raison. Puisse-t-elle faire disparaître de notre pays l'insolérance civile, politique et religieuse. Sans elle, aucun peuple ne saurait jouir d'une vraie liberté

M. Barrere : Au prompt rétablissement de la santé de son Excellence, le vice-président constitutionnel du Mexique, Valentin Gomez Farias.

M. Guerra : Au triomphe des doctrines du célèbre docteur Thardi, l'ennemi le plus acharné des usurpateurs.

[Après ces toasts, il y eut d'autres santés analogues aux événemens actuels de la république Mexicaine : Un sentiment de délicatesse et des motifs de politique nous obligent de les supprimer.]

La fête se termia par les effusions du plus pur patriotisme et les vœux les plus ardens pour le triomphe de la cause libéraux dans le mond entier.

Nous ne pouvons que rédiger nos sentimens à ceux de ces illustres proscrits lorsqu'ils célébreront leur 4 de Juillet, et nous désirons avec toute la sincérité possible les voir rappelés dans leur patrie et réintégrés au sein d'une société d'où ils ont été repoussés non pas pour des crimes, mais par des motifs d'animosité politique.

On nous assure que M. Raudolph, le même individu qui insulta le Président des Etats-Unis, il y a deux ans, d'une manière si indigne, est maintenant le commandant de la goélette de guerre la *Terrible*, mouillée maintenant à la Passe de la Balise.

☞Quel homme habile que l'éditeur du Courrier ! il vient de faire preuve d'une érudition extraordinaire. Il a trouvé que Carcas *"jetée ville, ma foi, située dans une vallée. etc."* était la capitale de la république de Venezuela. Il a prouvé d'une manière admirable que la Nouvelle Orléans n'était pas une république. Plus tard il démontrera, aussi adroitement peut être, que Paris est la capitale de la France, et que Dieu est l'auteur de toute chose, sauf bien entendu, des niaiseries du capitaine-rédacteur, avec lesquelles le père éternel n'a jamais rien eu à faire.

Conseil de la Première Municipalité.

Séance du Vendredi, 16 *Septembre* 1836.

Le Conseil s'est assemblée conformément à l'ajournement.

Le recorder ayant appelé les membres à l'ordre, et invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent, Messrs. Armas, Bertus, Bouligny, Canon, Cougot, Cruzat, Guillot, Lafargue, Laurent, Lesseps, Colson, Carter, Pichot, Gardette, Stringer, Brusié et Wilcox, 18—membres absens : Messrs. Buisson et Duplessis Messrs. Pitot, High et Pédescleaux sont absens par congé.

Après lecture et approbation du journal de la séance précédente, lecture a été faite d'un message du Maire en date de ce jour, invitant le conseil à statuer le plutôt possible sur les mesures à prendre concernant les droits de la première municipalité de faire des enlèvemens de terre sur le batture du faubourg Ste. Marie. Le même message informait que le contrat pour la fourniture de cent mille yardes cubes de terre à prendre sur la dite batture, n'avait pas été adjugé, personne ne s'étant présenté pour contracter.

Sur motion de Mr. Armas, le dit message a été déposé sur le bureau, sujet à l'appel du conseil, en attendant le rapport très-prochain du comité de correspondance sur cet objet.

Le recorder a nommé Mr. Cruzat au susdit comité en remplacement de Mr. Johns

Le Maire ayant transmis au conseil un message confidentiel, sur motion de Mr. Pichot, le conseil a siégé à huis-clos.

Les portes du conseil ayant été ouvertes,

Lecture a été faite d'une lettre de Mr. F. Coquet soumettant un plan de division d'une propriété contigue à celle achetée de Mr Fleitas, et offrant le délaissement du terrain nécessaire pour l'ouverture des rues marquées sur le dit plan.

Sur motion de Mr Lesseps, amendée par Mr Guillot,

Résolu, Que la dite lettre soit référée à un comité spécial, lequel devra faire un rapport à la séance prochaine.

Mr Lesseps ayant demandé d'être excusé de servir dans ce comité,

Messrs. Pichot, Colson et Grailhe ont été nommés de ce comité

Lecture a été faite d'une lettre de Mr Prosper Hazur proposant de vendre sa propriété pour l'ouverture des rues Claiborne et Ursulines aux prix de $5,000.

Sur motion de Mr Grailhe,

Résolu, Que la dite lettre demeure déposé indéfiniment sur le bureau.

Lecture a été faite d'une lettre de Messrs. Châ'on frères, offrant de vendre leur propriété pour l'ouverture de la rue Claiborne, au prix de $18500.

Sur motion de Mr Bertus,

Résolu, Que la dite lettre demeure déposé indéfiniment sur le bureau.

Lecture a été faite d'une pétition de huits marchands étaliers demandant qu'il leur soit permis de détailler des marchandises sèches sur cette partie de la levée située entre les deux halles. .

Sur motion de Mr Cougot, la dite pétition a été référé aux comité des réclamations.

ORDRE DU JOUR.

Le conseil a délibéré sur la réconsidération à l'ordre du jour de la première section des résolutions relatives à la Compagnie du Desséchement.

L'appel nominal demandé sur l'adoption de la dite section a produit le résultat suivant : pour l'affirmative Messrs. Armas, Bouligny, Canon, Cougot, Cruzat, Laurent, Lesseps et Pichot, 8 oui—pour la négative, Messrs. Bertus, Grailhe, Guillot, Lafargue, Colson, Carter, Gardotte, Stringer, Brusié et Wilcox, 10 non.

La dite section étant ainsi rejetée.

Sur motion de Mr Carter,

Résolu, Que les deux sections adoptées à la dernière séance feront partie de la série des résolutions relatives à l'achat des droits et privilèges de la Compagnie du Desséchement sur la première section à dessécher, soient considérées comme nulles et non avenues.

Mr Colson, avec la permission du conseil, a présenté la résolution suivante, laquelle, après dispenation des règles, a été adoptée.

Résolu, Que conformément aux conventions faites avec Mr Joseph Laurent pour la vente faite par lui à la corporation de son terrain fesant face aux rues du Bayou et de l'Esplanade, il lui soit permis de faire enlever la vieille maison qui se trouve dessus.

Mr Grailhe a soumis au conseil, la résolution suivante :

Attendu, que la direction de la Compagnie du Desséchement de la ville de la Nouvelle Orléans est convaincue que ce chemin, qui est un lui fondamentale, est hérissée de difficultés insurmontables ; que plusieurs de ses dispositions au lieu de renforcer un sène clair et précis, contiennent plusieurs ambiguités, qui, dans son exécution doivent nécessairement léser les intérêts publics.

Attendu, que plusieurs des sections de la dite charte peuvent, dans plusieurs cas, opérer l'expropriation de propriétaires sans aucune indemnité :

Il est résolu, Qu'un comité de cinq membres du conseil de ville soit nommé à l'effet de prier la direction et les actionnaires de la Compagnie du Desséchement de se désister de leurs droits et privilèges, en dissolvant leur société.

Le conseil s'étant dispensé de ses règles, sur motion de Mr Armas,

Résolu, Que la dite résolution est et demeure rejetée.

L'appel nominal demandé par Mr Grailhe sur cette question a produit le résultat suivant : pour l'affirmative, Messrs. Armas, Bouligny, Canon, Cougot, Cruzat, Laurent, Lesseps, Colson, Carter, Stringer et Wilcox, 11 oui,—pour la négative, Messrs. Bertus, Grailhe, Guillot, Lafargue, Gardette et Brusié, 6 non.

La dite résolution étant ainsi rejetée.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à Vendredi prochain, 23 du courant, à 5 heures de l'après-midi.

Pour copie conforme.

D. AUGUSTIN, secrétaire.

Variétés.

MAURIAC—Lettre de—*Deux personnes tuées par la Foudre*—Le bourg de Saint-Chamant vient d'être le théâtre d'un événement auquel les circonstances qui l'ont précédé et suivi ont donné un caractère extrêmement terrible et lugubre.

D'après le 16 juin, L'épouse du docteur L.... était morte la veille. On l'avait crue morte. Des parens et ses amis étaient réunis pour lui rendre les derniers devoirs. On n'était plus, trop tôt, à l'envelopper le corps de la blancheur du linceuil. A la moment où il allait être enfermé dans le cercueil, les personnes chargées de ses funérailles après avoir senti avec leur mains un mouvement et comme une sorte de chaleur. Le saisir fut à l'instant défaire, et il fut facile de reconnaître que la dame L.... donnait encore des signes de vie. On assure que ses mains portaient l'empreinte de plusieurs égratignures qu'elles s'était faites elle-même, et que son cœur battait encore.—Sa famille eut une lueur d'espérance, mais qui devait, hélas, bientôt faire place à de nouveaux sujets de douleur et de deuil.

Les parens et amis qui étaient venus assister aux funérailles se disposaient à se retirer, lorsque de passer que peut-être la terre ne s'ouvrirait pas cette fois pour cette dont ils s'étaient crus appelés, un instant avant, à accompagner la dépouille mortelle. Mais déjà étaient que ses funérailles s'accomplissent. Ses proches y étaient devenus être plus terribles et plus lamentables.—Un orage violent avait éclaté. Les personnes dans la cour, rassemblées dans une même chambre, se tenaient en fin, vivement préoccupées et entretenaient avec des impressions diverses de l'événement de la journée. Soudain, à la lueur d'un éclair, plusieurs femmes tombent sur le plancher. C'était la foudre qui venait de frapper cette maison où un grand deuil déjà on à peu près. La sœur et la domestique de docteur L.... en ont été atteintes mortellement. Tous les secours qu'on leur a prodigués ont été inefficaces; mais ils ont été plus efficaces sur les autres femmes, qui en seront quittes pour des convulsions et des contractures plus ou moins fortes. Un enfant de ces deux victimes mortes.

Il n'aurait pas été bien extraordinaire qu'en milieu d'une pareille scène de désolation, on n'eût guère fait attention si le tonnerre, qui était entré par la tête, n'avait embrassé la partie supérieure de la maison. Une femme y a songé, et son courage et son sang froid ont épargné à un nouveau malheur. Le feu avait pris à de vieilles tapisseries contre lesquelles il n'avait pas fait de grands progrès, on en est devenu facilement maître et les flammes ont au moins respecté les corps dont la foudre venait de faire des cadavres.

Les espérances, si faibles d'ailleurs, que l'on avait conçues sur l'état de la dame L.... ne se sont pas réalisées. Son enterrement qui avait été ajourné, a eu lieu le lendemain.

Cet événement a produit dans le pays une sensation aussi douloureuse que profonde.

(Ami de la Charte.)

GUERISON MIRACULEUSE.

Le *Noord Brabander*, journal hollandais qui s'imprime chez MM. Langenhysen, à Bois-le-Duc, contient le récit d'une nouvelle guérison extraordinaire qu'on attribue à la sainte Vierge. En voici la traduction :

Bois le Duc, le 6 juin 1836.

"Il s'est passé dans notre ville un événement qui, à cause de la réalité dont il est publié plus tôt par nous, si nous n'avions jugé à propos d'attendre quelque temps, jusqu'à ce que le fait eût été examiné dans toutes ses circonstances, chose qui a été faite, et maintenant il ne reste plus le moindre doute. Beaucoup de personnes ayant été témoins oculaires du fait, nous sommes priés d'accorder une place au récit suivant, et nous satisfaisons volontiers à cette prière.

"Le 18 avril dernier, François Wemmers, ouvrier apprenti, âgé de 14 ans, tombe d'une hauteur de 4 aunes 54 pouces (16 pieds, anciennes mesures.) Un ébranlement du cerveau et une paralysie presque complète des poumons, du larynx et de l'œsophage, furent les suites de cé malheur; le jeune homme fut hors d'état de prendre intérieurement aucune médecine et d'avaler la moindre liqueur, et il resta privé de son sens. Un des médecins d'importance de son regard fixe, on juges nécessaire de la faire administrer, un autre encore la veille de son rétablissement, le déclara perdu. Le malade avait d'ailleurs, pendant les derniers jours, presque perdu la vue. Le 1er mai, on profita d'un moment lucide qu'on remarqua chez lui pour lui donner le saint viatique, et le 4 suivant il reçut l'extrême-onction d'un de MM. les vicaires de St-Jean. Ses parens ne voyant plus de remède que dans la toute puissance de la bonté divine et dans l'intercession de la Ste-Vierge, à laquelle on doit aujourd'hui tant de prodiges, avaient suspendu à son cou, dès le moment de sa chûte, une médaille de l'Immaculée Conception, et le 8 mai ils commencèrent une neuvaine en l'honneur de la mère de Dieu. Le troisième jour après, vers dix heures et demie du matin, le malade demanda tout à coup à sa mère si la médaille qu'on lui avait suspendue, était bénite. La mère, qui regardait cette question comme un effet du délire, répondit qu'oui. L'enfant baisa la médaille et se mit en même temps sur son séant, tandis que dès le commencement, il avait dû rester étendu dans son lit, et que depuis quelque jours, il ne connaissait plus l'usage de ses jambes. On me dit, s'écria-t-il, que je dois me lever et que je suis guéri. L'étonnement des personnes présentes se devine aisément. La mère appelle les sœurs de l'enfant qui se trouvaient dans la même chambre avec une fille d'un âge avancé; mais celle-ci, voyant que l'enfant continuait de protester de ce qu'il était guéri, engagea enfin la mère à le laisser sortir du lit. Il se leva réellement, et montrant aussitôt une image suspendue dans la chambre et représentant la médaille, il dit : C'est cette mère qui m'a guéri ! Depuis ce moment, le garçon est entièrement rétabli, se porte parfaitement bien, et a l'usage de ses facultés intellectuelles encore plus que auparavant.

ENCORE LE DUC DE NORMANDIE.

Le comte de Naundorff, se disant Duc de Normandie vient d'adresser à S. M. Louis-Philippe une lettre où l'on remarque le passage suivant:

"Sire, jusqu'à ce jour, je n'ai donné vote avènement au trône de mes pères que comme l'exécution des volontés de la Providence; c'est pourquoi je suis venu vers vous l'olivier de la paix à la main.

"Si je n'étais pas le fils du roi martyr, votre police ne m'eut pas arrêté précisément au moment où je disposais mes preuves pour les soumettre à l'appréciation de mes juges naturels. Je savais parfaitement que j'étais entouré d'espions, mais je ne croyais pas que le roi des Français se montrât injuste contre le véritable orphelin du Temple.

"Mais, sire, que me voulez-vous? Si vous êtes le roi providentiel de notre patrie, vous n'avez rien à craindre de fils de Louis XVI; vous n'en serez pas détrôné par la couronne n'était point le but où je tendais. Je sais veau pour réconcilier entre eux les Français, je comprends les devoirs que m'impose ce titre: c'est de faire disparaître la discorde qui divise la France. Il y a de la justice dans ma patrie ou il n'y en a pas: eh bien, je vivoque que non pas seulement pour moi, mais pour la France entière; car Sire, croyez-moi, ni vous ni votre famille, ni la France, n'auront de repos et de sécurité tant que le fils de Louis XVI ne sera pas rendu lui-même par l'organe des magistrats. Il n'y a que ce moyen de faire cesser les intrigues de ceux qui ont égaré ma sœur, madame la duchesse d'Angoulême, sur le fait constant de mon existence. Je viens encore une fois vous offrir des paroles de paix; je ne réclame rien que l'héritage civil qu'on ne peut me contester. Je vous le répète: je suis le fils du roi martyr; comme tel je m'adresse à votre justice, et c'est pour la dernière fois. Si vous n'en avez pas, je vous ajourne devant le tribunal de Dieu, qui me connaît, qui m'a sauvé, et qui m'a protégé jusqu'à ce jour.

Cinq musiciens-chanteurs, venus de Westphalie ou de la Bohême, étaient descendus il y a quelques jours, à l'auberge de *la Descente de Diogène* à Cambrai. Pendant tout son séjour, la troupe composée de trois hommes et de deux femmes, avait fait si maigre chère, surtout la veille du départ, qu'il semblait que les talens et les efforts des artistes ambulans, étaient partout on bien mal appréciés, ou bien pitoyablement rémunérés. Le jour du départ des chanteurs nomades, la servante la retirer le linge qui avait servi à leur coucher. Quelle est la surprise de cette fille quand, sous un oreiller, elle trouve la bourse de la caravane ! Aussitôt elle appelle maître et maîtresse ; le trésor est descendu et ouvert. Ce qu'il contient est épandu sur la table de la cuisine; et, en présence de deux étrangers appelés à Cambrai pour témoigner en justice, on compte avec empressement les louis, napoléons, écus et pièces de vingt sous, puis on procède à l'opération très-intéressante pour constater le montant de l'argent laissé par les pauvres Allemands. On n'avait pas encore compté six cents francs que l'on voit arriver le chef des musiciens. Sa présence suspend la besogne, et l'argent, ce pénible fruit de l'abstinence et du travail de toute la campagne, lui est rendu par l'hôte et l'honnête fille de l'auberge qui refuse toute récompense. L'Allemand fit venir trois bouteilles de vin, but avec ses hôtes, et partit ivre de joie et de bonheur.

DERNIERES DATES.

New York,	3 sept	Washington,	2 sept
Philadelphie,	3 sept	Baltimore,	1er sept
Charleston,	8 sept	Boston,	31 août
Paris,	23 juil	Havre,	24 juillet
Liverpool,	26 —	Londres,	24 —
Bordeaux	14 juil	Havane,	7 sept
Mexico,	20 août	Vera Cruz	27 août

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédié.

☞Aucun navire d'*expédié*

Arrivé.

Bateau de remorque Grampus, Anable, des passes, ayant mis en mer le navire Mississipi. Il a amené 2 navires et une goélette.

Navire Hebrew, Carr, de New York.
Navire Crescent, Nesbett, de New York.
Goélette Agenora, Pesse, de la Mobile.
Bateau de remorque Shark, Thomas, des passes, ayant mis en mer le brick Nina, et la goélette Flor del Mar. Il a amené deux navires, un brick et une goélette.
Navire John Sergeant, Van Dyke, Philadelphie.
Navire Kentucky, Bunker, de New York.
Navire Bolivar, Pemberton, de New York.
Brick Union, Richards, 48 jours de Thomastown.
Goélette Tree Hermanos, Curbers, St. Iago de Cuba
Bateau à vapeur Mediator, Head, Alton.
Bateau à vapeur Majestic, Johnson, St. Louis.

MEMORANDA.

Le navire Crescent, a 16½, à la hauteur de Shot Keys, le Robt. Morris, de Philadelphie pour la Nlle-Orléans.

Arrivé à Philadelphie, d'ici, 2 sept brick Carroll, Young.

Expédié à Philadelphie pour ce port, le même jour, navire Edward-Bonnaffe, Gallagher.

A New York, pour ce port, le brick Pleiades, devant partir sous peu.

A New York pour Natchez et Vicksburg, barque E. M. Miller, devant partir le 3 sept.

Expédié à New York, pour ce port, 2 sept, le navire Huntsville, Clark.

Expédié à Gibraltar pour le N. Or. le 9 août, le brick carla Olinda,—il était arrivé le 3 de Gênes et de Marseille.

Au Port au Prince, le 20 août, bricks Collector, Norris, pour N York; Chance, Lemotte, pour Newborn; attendant du fret; Planet, Penfield, pour Boston, en déchargement; brick Alwina, Kortland, de New York pour Brême, incertain.

Un nommé E. R. Swan, passager de l'entrepant à bord du navire *Kentucky*, dans un accès de folie s'est jeté à la mer et s'est noyé.

ETAT DE LA LOUISIANE—Paroisse de St Jefferson.—Cour des Preuves—Succession de Nathaniel Chamberlain.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication les raisons, s'ils en ont, pour lesquelles le compte présenté par Isaac L. McCoy, exécuteur testamentaire ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément audit compte et ledit exécuteur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité, en payant la balance à ladite succession.

—Paroisse de la cour,
Paroisse de Jefferson le 17 sept 1836.
19 sept F. DUQUE, juge.

ETAT DE LA LOUISIANE—Paroisse de Plaquemines—Cour des Preuves—Avis est par le présent donné aux héritiers majeurs, au tuteur des héritiers mineurs, et aux créanciers des successions de Nicolas Reggio et Caroline Jorda, sa femme, tous deux décédés, de cette paroisse, et à tous ceux qui celà peut intéresser, d'avoir à déduire sous dix jours de la présente notification, les raisons pour lesquelles le compte rendu par Charles-De Blanc, l'administrateur desdites successions n'en serait point approuvé et homologué, et ledit administrateur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité.

Paroisse du Plaquemines le 16 sept. 1836.
19 sept G. LEONARD, juge.

Bureau de la Compagnie de la Presse à coton à vapeur de la Levée.

Nlle. Orléans, 18 septembre 1836.

$100 DE RECOMPENSE seront payées à quiconque ramènera les deux nègres Henri Gustl et Edmond Coleman à la maison de Mr. Gustl, rue Claiborne.

Edmond Coleman a 5 pieds 3 pouces, grosse figure, très noire, et grosse carrure, on soupçonne qu'il travaille comme manœuvre dans quelque chantier de la ville ou les faubourgs. La récompense ci-dessus sera donné pour les deux nègres ou cinquante piastres pour chacun d'eux, en les ramenant à la prison ou en les logeant à la geole.

19 sept—5 D. F. GUEX, secrétaire.

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 17 Septembre, 1836.

COTON.

75 balles	Louisiane,	16¼
50 do	Mississipi,	15¾ c.

125

NOTRE COMMERCE AVEC L'ILE DE CUBE.

Quand on réfléchit aux grands développemens qui s'opèrent d'année en année dans notre commerce avec l'île de Cube, et surtout à l'essor immense qu'il semble avoir pris depuis que l'administration des affaires de cette colonie a été confiée au chef habile qui la gouverne maintenant, il n'est plus permis de douter qu'elle ne soit à notre époque, ou qu'elle ne devienne un jour, et elle ne l'est pas encore, le principal débouché de nos produits de l'ouest, dont l'entrepôt général est la Nouvelle Orléans. Cette remarque, qui, par sa justesse, doit frapper tous les négocians de cette ville, est plus que suffisante pour attirer l'attention publique sur les moyens à employer, de manière à donner, non seulement, une vitalité plus grande à nos transactions mercantiles avec l'île de Cube, mais encore, à engager les deux gouvernemens à adopter telles mesures que les besoins réciproques des deux pays rendent éminemment nécessaires, pour établir entre eux des communications plus faciles, et plus, particulièrement pour obtenir une réduction dans les droits d'importation, de part et d'autre.

A l'exception des grands marchés de l'Europe, tels que ceux de Liverpool et de Havre, sur lesquels nous verrons annuellement un total, terme moyen, de quatre cent quatre-vingts à cinq cent milles balles de coton, et de trente à quarante mille boucauts de tabac, le Mexique est celui des pays sur lequel la plus grande attention du commerce s'est constamment portée.—Cependant, à bien observer la nature de nos transactions commerciales avec cette contrée, et celles de l'île de Cube, qui peut balancer à affirmer que tout l'avantage ne soit du côté de la dernière? Un simple examen des bases suffira pour prouver d'une manière victorieuse la vérité de notre assertion.

Notre commerce avec le Mexique ne roule principalement (nous pourrions même dire exclusivement sur l'exportation des marchandises sèches. Quel rôle peut donc jouer la Nouvelle-Orléans, qui n'est pas une ville manufacturière, dans de semblables opérations? Celui d'un agent qui serait chargé de vendre et de faire passer de suite les fonds provenant des ventes opérées aux négocians de l'Europe ou du Nord; dont elle est la mandataire. La commission, s'il en existe aucune, sur les transactions faites consisterait seulement, (sous parlons de la Nouvelle-Orléans et non des négocians, qui peuvent avoir très souvent un intérêt dans les maisons de commerce de l'étranger,) ne repouvait que dans la jouissance momentanée des sommes d'argent reçues du Mexique ; et en supposant qu'elles s'élèvassent annuellement à 8 millions de piastres, et que la durée de la jouissance fut de trente jours, terme moyen, le bénéfice ne serait que de quarante mille piastres. Il est bon de faire observer également que la Douane elle même ne gagne rien ou presque rien à ce commerce ; car tous les articles qui arrivent à la Nouvelle-Orléans pour passer de là au Mexique y viennent sous le régime de la loi du *Drawback*.

A Dieu ne plaise, cependant, que notre intention soit de dire que le commerce que nous faisons avec la république limitrophe n'est pas avantageux aux citoyens en général. Si telle était notre but, nous serions tombé dans bien étrange anomalie ; car, il suffit seulement de considérer quelques uns de nos concitoyens y trouvent un profit direct et que la ville elle même a un avantage, pendant un laps de tems déterminé, un capital effectif de 8 millions de piastres fortes pour voir que ce commerce ne peut être envisagé que comme très utile à la population de la Nelle-Orléans.

Que si maintenant, nous regards se portent sur notre commerce avec l'Ile de Cube, nous trouverons que le tableau change entièrement d'aspect. Ce commerce ne roule que sur des produits de nature et en le poussant au plus haut dégré possible, il ne saurait en résulter qu'un plus grand développement d'industrie, et par conséquent plus de profits pour nos agriculteurs, plus pour les négocians plus pour l'Etat, et plus enfin pour le gouvernement général, pour l'union entière.

Nous ne pouvons préciser au juste (nous pourrons cependant le faire sous peu) à combien s'élève annuellement le chiffre de notre commerce, soit d'importation, soit d'exportation, avec la Colonie dont nous parlons. Cependant, s'il faut en juger d'après le nombre des bâtimens qui s'expédient dans le courant de l'année pour l'un et l'autre pays et de part et d'autre, il sera facile de se faire une idée approximative de l'étendue et de l'importance de ce commerce et de la nécessité dans laquelle nous nous trouvons, tant dans l'intérêt du peuple qu'en celui du gouvernement, de l'augmenter autant qu'il sera en notre pouvoir de le faire.

Les articles sur lesquels reposent nos transactions avec l'Ile de Cube consistent principalement en farines, saindoux, bœuf et porc salés et autres items indispensables à l'existence de l'homme ; en échange, nous recevons le sucre, le café et le tabac : ce sont les principaux articles d'importation. On voit donc qu'un commerce établi sur de semblables élémens ne saurait jamais éprouver de modifications désavantageuses puisqu'il ne s'agit ici que de choses de consommation et de nécessité première, ou considérées comme telles. Nous n'avons pas de concurrence si ce n'est celle de l'Espagne pour la farine. Le Nord-cependant, entre en lice avec nous et nous dispute pied à pied la supériorité dans le chiffre des exportations. Néanmoins, notre voisinage presque immédiat de l'île et les moyens que nous avons à notre disposition, si les négocians veulent en faire usage, pour connaître les premiers la véritable situation des marchés de cette Colonie, ne peuvent manquer que de donner à la Nouvelle Orléans un avantage immense sur les autres villes de l'Union. Nos denrées peuvent être à toute époque de l'année arriver avant celles de Ba